

JUGEMENT
N° 155/020/CACPC/TCC
du 21 OCTOBRE 2020

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2020/0261

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET
DES PETITES CREANCES

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Eric ASSOGBA et Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

GNONNOUHOSSOU
Emmanuel

DEBATS : 17 juin 2020

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en dernier ressort, prononcé
le 21 octobre 2020.

C/

- KOUKOU Luc
- Etablissements
KALEBASSE
Communication

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR:

GNONNOUHOSSOU Emmanuel, Gestionnaire des entreprises,
Assistant D.G. CBS communication, de nationalité béninoise,
demeurant et domicilié au quartier Kpondéhou, Akpakpa à
Cotonou ;

OBJET : Paiement

D'UNE PART

DEFENDEURS:

- **KOUKOU Luc**, Commerçant de nationalité béninoise, exerçant
sous l'enseigne « Etablissement KALEBASS COMMUNICATION »,
ayant son siège sis à Akpakpa, Carrefour Abattoir à Cotonou ;

- **Les « Etablissements KALEBASS COMMUNICATION »**,
ayant son siège sis à Akpakpa, Carrefour Abattoir à Cotonou, Tél :
95369572, pris en la personne de son promoteur, Monsieur Luc
KOUKOU ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Dans le cadre de ses relations d'affaires, KOUKOU Luc, promoteur des « Etablissements KALEBASS COMMUNICATION » a sollicité la société CBS COMMUNICATION pour la fourniture de diverses prestations facturées à la somme de six cent trente-cinq mille (635.000) FCFA ;

Se déclarant créancier de KOUKOU Luc de la somme de deux cent trente-cinq mille (235.000) FCFA au titre des prestations sus-indiquées, GNONNOUHOSSOU Emmanuel lui a adressé une sommation de payer par exploit du 19 juillet 2019 ;

En réponse, ce dernier a déclaré à l'huissier instrumentaire « *je ne reconnais pas devoir à votre requérant. La prestation a été fournie à la société KALEBASS COMMUNICATION par la société CBS COMMUNICATION. A ce jour, la société KALEBASS COMMUNICATION n'a reçu aucune facture de la société CBS COMMUNICATION. Sur ce, nous avons demandé à votre requérant de nous adresser une facture mais ce dernier n'a pas établi ladite facture et c'est pour cette raison que le paiement n'a pas été fait. Par ailleurs, votre requérant ne m'a jamais fait de prêt* » ;

Par exploit en date du 18 mars 2020, GNONNOUHOSSOU Emmanuel a attiré KOUKOU Luc et les « Etablissements KALEBASS COMMUNICATION » devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant le paiement de la somme de six cent mille (600.000) FCFA au titre de sa réclamation en principal, intérêts et frais ;

Il demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

L'assignation n'a pas touché KOUKOU Luc ; la présente décision prononcée en dernier ressort en raison de l'intérêt du litige inférieur à cinq millions (5.000.000) FCFA, est rendue par défaut ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu qu'aux termes de l'article 10 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, *« il incombe à chaque partie de prouver, conformément à la loi, les faits allégués au soutien de sa prétention »* ;

Attendu que GNONNOUHOSSOU Emmanuel a versé au dossier diverses pièces dont une facture du 31 mars 2017 de la société CBS COMMUNICATION adressée à « Etablissements KALEBASS COMMUNICATION » d'un montant de 635.000 FCFA ainsi qu'un reçu de règlement de ladite somme ;

Que ces pièces traduisent l'existence d'une transaction commerciale entre la société CBS COMMUNICATION et « Etablissements KALEBASS COMMUNICATION » ;

Qu'en revanche, il ne ressort pas du dossier des éléments d'appréciation relatifs à l'existence d'un prêt et d'une relation commerciale entre le demandeur et KOUKOU Luc promoteur de l'établissement, ce que conforte les réponses de celui-ci dans la sommation de payer ;

Que dès lors, il convient de déclarer GNONNOUHOSSOU Emmanuel mal fondé en sa demande et de rejeter ses prétentions ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut, en matière commerciale et en dernier ressort ;

En la forme, reçoit GNONNOUHOSSOU Emmanuel en son action ;

Au fond :

- constate l'existence d'une transaction commerciale entre la société CBS COMMUNICATION et KOUKOU Luc promoteur de « Etablissements KALEBASS COMMUNICATION » ;
- constate l'absence de justification d'un prêt et d'une relation commerciale entre GNONNOUHOSSOU Emmanuel, KOUKOU Luc et son entreprise « Etablissements KALEBASS COMMUNICATION » ;

Déclare GNONNOUHOSSOU Emmanuel mal fondé en son action et le déboute de ses prétentions ;

Le condamne aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT